

Conférence de presse conjointe de M. François Hollande, Président de la République, et Mme Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, sur les relations franco-allemandes, la situation en Ukraine et sur la construction européenne, à Paris le 19 février 2014.

LE PRESIDENT :

Mesdames, Messieurs,

Cette réunion des gouvernements franco-allemands est particulière. D'abord parce que madame MERKEL et moi-même nous sommes assis ! Ensuite parce que c'est la première fois que nous nous réunissons avec le nouveau gouvernement allemand, issu des élections, et qui est au travail, et va l'être pendant presque autant de temps que l'action que je conduis pour la France, ce qui nous oblige à être à la hauteur de ce que nos prédécesseurs ont fait pour l'amitié franco-allemande, et aussi à la hauteur de ce qui nous est demandé en Europe et dans le monde, c'est-à-dire d'avoir une relation forte entre nos deux pays pour animer le débat européen et peser sur la scène mondiale.

Cette rencontre est également particulière, même exceptionnelle, par son contexte, et je veux commencer par là. Il se produit en Ukraine des actes inqualifiables, inadmissibles, intolérables, une violence, une brutalité, une répression, et la chancelière et moi-même, avec nos deux gouvernements, je salue ici le Premier ministre, nous avons condamné tous ces actes et la répression venant du pouvoir. Notre premier appel c'est que ça cesse, et que le calme, la sérénité, l'apaisement, puissent être de retour.

Mais, ceux qui ont commis des actes, ceux qui se préparent à en commettre d'autres, doivent savoir qu'ils seront sanctionnés, et demain il y aura une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Europe, et cette question des sanctions, de leur graduation, de leur ciblage, cette question-là sera posée. Enfin, nous voulons, l'Allemagne et la France, mais nous sommes conscients que tous les pays européens sont animés de la même volonté, permettre à l'Ukraine de connaître sa transition politique vers de nouvelles élections et un rassemblement. Nous rappelons que l'Europe est toujours disponible pour l'accord d'association qui avait été proposé à Vilnius.

Voilà ce qui a été le thème qui à lui seul justifiait notre mobilisation aujourd'hui, mais nous en avons abordé beaucoup d'autres. Notamment sur les questions de politique étrangère et de Défense il y a une harmonie et il y a aussi une volonté. L'harmonie c'est de nous retrouver sur chaque grands sujets, en totale convergence, que ce soit par rapport à l'Ukraine, je viens d'en parler, ou à l'Europe orientale, que ce soit également par rapport à la Syrie, l'Iran, et l'Afrique. A cet égard des décisions importantes ont été prises à l'occasion de cette réunion de nos gouvernements puisque la Brigade franco-allemande, et c'est plus qu'un symbole - c'est un symbole d'abord de l'amitié entre la France et l'Allemagne, mais c'est un symbole aussi de l'amitié entre l'Europe et l'Afrique - cette Brigade franco-allemande sera donc présente au Mali,

dans le cadre de l'opération européenne de formation, d'encadrement, d'accompagnement, pour faire en sorte que la sécurité soit définitivement rétablie au Mali.

De la même manière j'ai salué la chancière pour l'action qu'elle avait souhaité mener pour la Centrafrique, à la fois sur le plan humanitaire, des équipes médicales, mais également des aides logistiques qui pourront être apportées, je rappelle qu'il y a eu là aussi une opération européenne. Nos ministres des Affaires étrangères, nos ministres de la Défense, vont travailler en étroite coopération, et d'ailleurs, même, se rendront, pour certains d'entre eux, au Mali, pour d'autres devant les commissions parlementaires respectives du Bundestag, de l'Assemblée nationale, du Sénat, je pense que là aussi c'est une bonne démarche.

Nous avons également abordé les questions de croissance et plus largement de compétitivité, d'emploi. Notre objectif dans cette période de reprise c'est de pouvoir nous donner toutes les conditions, à nos deux pays, mais aussi à l'Europe, pour connaître une croissance plus vigoureuse, ce qui suppose davantage de compétitivité, davantage aussi de soutien, lorsque c'est possible, de la demande intérieure, et c'est cette offre compétitive et ce soutien à la demande intérieure qui permettront à l'Europe et à nos deux pays de connaître plus de croissance.

Nous avons également travaillé sur l'harmonisation fiscale, que nous voulons établir et surtout poursuivre, et notamment sur l'impôt sur les sociétés, en fixant une trajectoire. Il y a eu, sur la taxe sur les transactions financières qui nous avait d'ailleurs unis depuis le départ, la volonté d'aboutir avant les élections européennes. Sur les questions d'emploi, vous vous souvenez de l'engagement de la chancière pour l'emploi des jeunes, pour cette garantie des jeunes, nous aurons à la traduire encore davantage dans les prochains mois. Nous sommes revenus aussi sur le SMIC, dont nous voulons dire qu'il doit être un élément pour l'harmonisation sociale, mais aussi pour l'emploi.

Et puis nous avons abordé le grand sujet de la transition énergétique. Nous n'avons pas les mêmes situations en France et en Allemagne, nous n'avons pas nécessairement fait les mêmes choix depuis des années, et pourtant nous sommes en total accord pour mener une transition énergétique avec ambition, et au plan de la relation entre nos deux pays, comme je l'avais moi-même précisé à travers un symbole qui n'avait pas vocation à se retrouver dans une entreprise, mais dans une plateforme qui puisse accélérer l'efficacité énergétique, amplifier encore l'effort pour les énergies renouvelables, et stocker l'énergie. Nous allons justement donner une traduction à cette ambition.

Nous avons aussi à préparer la conférence sur le climat qui va se tenir l'année prochaine à Paris, et là encore Allemagne et France auront à prendre leurs responsabilités au cours du Conseil européen du mois de mars, pour ensuite déboucher sur un cadre européen, d'ici la fin de l'année, qui nous permettra d'avoir la meilleure position pour trouver un accord final lors de la conférence sur le climat.

Enfin j'ai été particulièrement sensible au fait que la chancière ait accepté de venir pour le 6 juin 2014, 70ème anniversaire du débarquement, je pense que c'est un beau message et qui correspond à l'esprit de l'amitié franco-allemande que nous allons, la chancière et moi-même, célébrer particulièrement l'année prochaine - mais finalement qui ne tient pas à une année et a vocation à se poursuivre. Merci.

Angela MERKEL :

Merci beaucoup cher François, Monsieur le Président, au nom de tous les membres du nouveau gouvernement allemand, je voudrais exprimer ma gratitude pour l'hospitalité qui nous est accordée et pour l'excellente préparation de cette rencontre de nos deux gouvernements, mais du fait de l'actualité je voudrais commencer par parler de l'Ukraine. Les images que nous recevons d'Ukraine depuis hier sont des images choquantes et nous sommes aux côtés des hommes et des femmes qui souffrent de la violence sur la place Maïdan et ailleurs. Nous sommes aux côtés de toutes les victimes de la violence et nous lançons un appel et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour qu'un dialogue politique puisse être réamorcé, parce que seul le dialogue politique peut véritablement produire des progrès.

Dans le dialogue politique, c'est la question d'un gouvernement de transition, c'est la question d'élections libres, là où la France et l'Allemagne pourront intervenir, là où l'Union européenne

à élections libres, la France et l'Allemagne peuvent intervenir, la Commission européenne pourra apporter son concours, nous le ferons et naturellement nous discuterons tout autant avec les partis d'opposition qu'avec les représentants du gouvernement, nous chercherons à avoir des discussions avec le président ukrainien pour autant qu'il y soit disposé.

C'est le rôle d'un gouvernement d'empêcher le recours à la violence et nous espérons qu'il sera rapidement possible d'arrêter la violence, mais lorsque demain les ministres des Affaires étrangères se rencontreront, il faudra discuter, le cas échéant, des sanctions spécifiques qui devront être prises pour montrer clairement qu'il est pour nous de la plus grande importance que le processus politique recommence et qu'on ne peut pas accepter ce qui se produit.

Ensuite, nous avons parlé du programme que nous nous sommes fixés il y a déjà un certain temps, ce qui est important c'est que nous uvrions ensemble, à la veille des élections européennes, que nous uvrions ensemble pour l'approfondissement de l'Europe, pour la capacité opérationnelle de l'Europe. Nous pensons que pour qu'il y ait une Union monétaire efficace il faut aussi une Union économique forte, et de nombreuses activités, notamment de nos ministres des Finances, montrent bien que nous cherchons des coopérations pour rendre possible cette harmonisation de la politique économique, c'est travailler dans le domaine fiscal, c'est la taxe sur les transactions financières.

Je serais pleine de gratitude à l'égard des ministres des Finances si l'on arrivait à un résultat dans ce domaine avant l'élection européenne, et ce serait un signal très important pour les hommes et les femmes d'Europe parce qu'ils comprendraient, ils verraient, que les acteurs financiers ont une responsabilité dans le modèle économique et social de l'économie sociale de marché.

Par ailleurs, nous avons également beaucoup échangé sur nos façons de maîtriser la transition énergétique, c'est un problème urgent en Allemagne mais il y a beaucoup de convergences avec la France, donc il faut essayer d'exploiter ces convergences que nous offre le marché intérieur. Je me félicite de la création d'une plateforme, je me félicite de la coopération des agences de l'énergie que nous allons avoir et je me félicite aussi que nous puissions coopérer dans le domaine des capacités, des marchés de capacités. C'est quelque chose de relativement nouveau qui n'est pas encore très développé et dans ce domaine la France et l'Allemagne en faisant la transition vers plus d'énergies renouvelables la France et l'Allemagne pourront être des pionniers.

Nous allons également présenter notre position devant la Commission européenne en ce qui concerne l'efficacité, la compétitivité de nos entreprises. Nous sommes d'accord avec la Commission pour que la part de l'industrie dans nos pays progresse, la Commission parle de 20% en 2020 d'industries dans le PIB mais cela suppose que les industries électro-intensives puissent survivre en concurrence avec des pays comme les Etats-Unis par exemple. Et c'est là-dessus que doivent être orientées les mesures que la Commission européenne veut engager et nous allons tout faire pour que cela se fasse. Ce soir, nous aurons une rencontre avec des entreprises européennes au palais de l'Élysée, c'est pour nous un souci majeur parce que sinon il est inutile de commencer seulement à parler de l'emploi.

Nous coopérons étroitement également en ce qui concerne les marchés de l'emploi, c'est de la responsabilité des ministres des Affaires sociales dans le domaine de la politique intérieure, de la justice, également sur le terrain de la politique étrangère. Je me félicite que les ministres des Affaires étrangères et de la Défense fassent des déplacements communs. Cher Monsieur le Président, Cher François, il faut voir où nous pourrions faire un déplacement ensemble, un déplacement commun.

Mais il est clair qu'il faut que nos contributions au sommet UE Afrique devront être préparées ensemble. Ce sommet début avril sera une grande chance pour tracer les contours d'une politique africaine depuis les politiques migratoires jusqu'à l'aide au développement, etc. Et dans ce domaine il y a beaucoup à faire dans la coopération entre nos gouvernements et je crois que la France et l'Allemagne peuvent donner une impulsion réelle car nous avons eu un dernier sommet UE Afrique nous avons une plateforme de coopération, maintenant il s'agit de donner une substance à cette démarche et là il y a encore beaucoup à faire.

Un siècle après le début de la Première Guerre mondiale, on verra pour la première fois une

brigade franco-allemande déployée à l'étranger. Pour moi, cela a une forte valeur symbolique. Cette année et dans nos pays, nous connaissons des personnes centenaires, si nous les félicitons pour leur anniversaire, si nous songeons à l'année où ils sont nés et si nous songeons à ce que sont nos projets aujourd'hui.

Souvent on a tendance à dire tout ce qui ne marche pas, eh bien je crois que cette année notre travail continuera d'être animé par le fait que nous sommes aujourd'hui confrontés à d'autres problèmes que nous pouvons les résoudre ensemble dans notre responsabilité globale et je voudrais dire vivement mes remerciements notamment pour cette invitation à me rendre en Normandie à la commémoration du Débarquement. Oui, lorsque nous avons dit aux 50 ans du traité de Tome, nous avons dit en Europe nous avons la chance d'être unis, nous voulons utiliser cette chance nous gouvernements français et allemand.

Merci beaucoup.

QUESTION :

Madame la Chancelière, concernant l'Ukraine vous avez dit que seul le dialogue politique peut apporter un progrès mais maintenant vous parlez de sanctions spécifiques. Quelle peut être la forme de ces sanctions spécifiques ? Ensuite, y aura-t-il une initiative franco-allemande sur cette question ? Et troisièmement, comment est-ce que la Russie sera associée à ce dialogue ?

Angela MERKEL :

Il y a une totale concordance franco-allemande pour ce qui est de la position à l'égard de l'Ukraine et le message qui est le nôtre aujourd'hui le traduit bien. Les ministres des Affaires étrangères vont se réunir demain à Bruxelles et aujourd'hui il s'agit d'envisager des sanctions qui visent précisément les auteurs de violences. Voilà pourquoi ces sanctions doivent être spécifiques. A mon sens, il est inutile de prononcer des sanctions qui frappent la population civile en dernier ressort. Non, il faut qu'il s'agisse de sanctions qui ciblent ceux qui sont responsables de violences.

Mais les sanctions ne suffisent pas, c'est ce que nous considérons l'un et l'autre et il faut relancer le processus politique parce que seul le processus politique pourra contribuer au rétablissement de la paix. Et nous cherchons tous les contacts possibles notamment en direction de la Russie, ces contacts sont en cours au moment où je vous parle, il continuera d'y en avoir. Et je crois donc aussi bien les ministres des Affaires étrangères qu'à notre niveau de responsabilité, nous ne relâcherons pas l'effort. Et je voudrais également dire que si l'on veut un processus politique d'un côté il est important d'apporter son soutien à l'opposition. En Allemagne, nous avons reçu les représentants des partis d'opposition en Allemagne mais il est tout aussi important d'échanger avec l'autre partie parce que sinon il ne sera pas possible d'arriver à une solution politique.

LE PRESIDENT :

Trois objectifs. Un, faire cesser le plus rapidement possible les violences. Deuxième objectif, définir des sanctions ciblées, spécifiques et graduelles pour peser sur le processus.

Troisièmement, ouvrir un dialogue politique en Ukraine et avec également tous les pays concernés par la question ukrainienne de manière à ce que là encore chacun ait à prendre sa responsabilité. La France et l'Allemagne mais nous ne sommes pas seuls, il se trouve que nous nous retrouvons aujourd'hui dans ce contexte et que nos ministres des Affaires étrangères y ont déjà travaillé beaucoup et vont continuer à le faire.

Mais l'Europe a été présente, présente pour faire une proposition, c'était l'accord d'association, mais présente encore ces derniers jours et ces dernières semaines avec madame ASHTON qui s'y est rendue plusieurs fois. Il y a eu des contacts avec tous ceux qui voulaient bien accepter de les prendre et notamment l'opposition. Donc nous sommes disponibles et nous agissons et ça doit se faire au niveau européen dès jeudi avec la réunion du Conseil des ministres. Mais on ne peut pas rester passifs par rapport à ce qui se passe en Ukraine. L'Ukraine n'est pas dans l'Europe mais l'Ukraine est en Europe.

Et à partir de là, mais ce n'est pas la seule raison, nous sommes encore plus mobilisés mais, je l'ai dit, nous sommes également mobilisés pour d'autres continents et ce qu'a dit la chancelière est très important par rapport à l'Afrique. Il va y avoir une réunion au début du mois d'avril entre

l'Union européenne et l'Afrique à la fois pour le développement et pour l'économie et pour la sécurité. Je pense que là aussi ça fait partie de ce que l'Europe doit faire à l'échelle du monde.

QUESTION :

Bonjour, Hervé ASQUIN, de l'AFP. Une question pour la chancelière et vous-même, Monsieur le Président, vous avez évoqué la poursuite des discussions avec l'opposition ukrainienne mais aussi avec le président IANOUKOVITCH. Est-ce que vous souhaitez que les sanctions envisagées visent monsieur IANOUKOVITCH lui-même ? Est-ce que vous souhaitez qu'elles visent les principaux responsables ukrainiens ? Cela fait-il l'objet de discussions en ce moment même à Bruxelles. Et d'autre part sur le principe même de ces sanctions il semble qu'il y ait un certain nombre d'oppositions ou du moins de réticences d'un certain nombre de pays voisins ou méditerranéens, comment entendez-vous les convaincre d'accepter le principe de ces sanctions ?
Merci.

Angela MERKEL :

Tant au niveau de la haute représentante Catherine ASHTON qu'au niveau d'Herman Van ROMPUY il y a des discussions en cours. Ce matin, moi-même également, le président de la République nous nous sommes entretenus avec le Premier ministre polonais, il y a donc de multiples contacts. Nous devons réfléchir attentivement où nous pouvons agir, voilà pourquoi les ambassadeurs se sont réunis aujourd'hui à Bruxelles, demain les ministres des Affaires étrangères précisant contre qui seront prises, quelles sanctions ciblées, graduelles puisque le président évoquait une cascade possible. On ne peut pas dire a priori que tel ou tel est exonéré de toutes responsabilités mais nous y réfléchissons très attentivement. Et puis ces sanctions sont également un moyen de dire que nous attachons le plus grand sérieux à la défense des droits démocratiques.

Mais il est également tout aussi important à nos yeux de relancer le processus politique et les discussions. Mais la tactique dilatoire, délibérée du gouvernement ukrainien des derniers jours n'a fait que dégrader la situation et maintenant il faut arrêter cette politique d'essayer de gagner du temps parce que vouloir gagner du temps cela veut dire mettre des vies en danger tant du côté des manifestants que du côté des forces de l'ordre et ça un gouvernement n'a pas le droit de l'accepter passivement.

Nous discutons avec tous, je le répète. Compte tenu de la nouvelle nature de la situation, la sanction est importante mais une sanction n'est pas une fin en soi, la sanction ne va pas résoudre le problème à elle seule, donc il faut poursuivre la démarche de façon parallèle.

LE PRESIDENT :

Monsieur Van ROMPUY, qui d'ailleurs est en ce moment même dans le Sahel au nom du Conseil européen, a pris une position qui déjà nous rassemble sur la manière de réagir aux événements tragiques qui se produisent en Ukraine. Et je ne doute pas que demain les ministres des Affaires étrangères qui seront autour de la table auront la même attitude, la même conscience de l'urgence de la situation. Après, c'est à partir des enquêtes que les sanctions pourront être précisées. Mais les sanctions c'est un moyen de pression, ça ne peut pas être en soi la seule réponse.

Ce que nous devons comme l'a dit Angela MERKEL, ce que nous devons faire c'est trouver une solution politique avec un calendrier, avec une méthode et avec une issue et toujours en restant en contact avec les pays voisins. Et je crois que c'est la démarche que nous avons eue depuis le début, il ne s'agit pas de faire pression sur l'Ukraine pour qu'elle se détache d'autres, il s'agit tout simplement de permettre aux Ukrainiens d'avoir la liberté de choisir, de décider de leur avenir et de leur gouvernement.

QUESTION :

Monsieur le président, l'Allemagne étant prête à renforcer son engagement militaire en Afrique, cela va libérer des soldats au Mali qui pourraient être envoyés par exemple en République Centrafricaine, est-ce que cela correspond à un partage des tâches juste, ou est-ce qu'on pourrait peut-être ajouter quelque chose ? Ou est-ce que l'Allemagne défend ses intérêts au Mali, est-ce qu'on n'aurait pas pu envoyer la brigade franco-allemande également en République Centrafricaine ?

Centrafricains :

LE PRESIDENT :

La décision que nous avons prise depuis quelques jours et que nous annonçons aujourd'hui de l'envoi de la brigade franco-allemande montre bien quel est l'état d'esprit qui nous unit. Sur la lutte contre le terrorisme, sur la question de la sécurité nous avons le devoir d'agir et nous le faisons ensemble. Et dans le cadre d'une opération européenne, parce que la brigade franco-allemande va se déployer dans le cadre d'une opération européenne, ce n'est pas une initiative bilatérale, et c'est très important que de le souligner.

Il se trouve que la France a depuis longtemps des positions en Afrique. Et qu'elle essaye de traduire avec une nouvelle démarche cette relation particulière liée à l'histoire. Nous avons donc des troupes qui étaient - comme on dit pré-positionnées, près de la Centrafrique. Et la question qui s'est posée à la France et j'allais dire seulement à la France en tant que pays européen, c'était de savoir si nous laissons faire les massacres, si nous restions spectateurs alors même que nous avons des moyens d'agir ?

Donc la France a considéré que c'était son devoir et c'était aussi parce qu'elle en avait la capacité d'agir. Ensuite l'Allemagne, d'ailleurs dans le cadre aussi d'une opération européenne qui vient d'être décidée nous confirme que elle va, je remercie tous ceux qui y ont travaillé, envoyer des équipes médicales, nous en avons absolument besoin. Quand je dis nous ce sont les Centrafricains. Et également des moyens logistiques. Et c'est le plus important. Car nous parlons beaucoup d'effectifs en Centrafrique, et c'est vrai qu'il y a des besoins, mais ce qu'il faut c'est que les troupes africaines puissent se déployer par tout sur le territoire centrafricain pour assurer justement la sécurité et ce que va faire l'Europe, et ce que va faire l'Allemagne va permettre d'y contribuer.

Angela MERKEL :

On voit bien je crois que le cadre historique est différent, pour ce qui est de la situation en Afrique et de l'engagement de nos deux pays, mais aussi bien l'exemple du Mali que l'exemple de la République Centrafricaine montre bien ce que nous pouvons faire ensemble. Par exemple nous avons émis l'idée ensemble pour que la mission en Centrafrique soit une mission européenne. C'est très important, pour que l'Europe montre que dans une telle crise humanitaire d'un pays qui a une autre situation historique ce n'est pas l'affaire d'un pays mais c'est notre responsabilité commune.

D'autre part nous avons parlé également de l'équipement des troupes africaines en République Centrafricaine. Il y a beaucoup de soldats là-bas. Et ils ne sont pas en mesure de réaliser leur mission. Et donc là l'Allemagne verra quelle est l'aide qu'elle peut apporter. Ensuite il s'agit de soutiens logistiques comme nous l'avions déjà fait en son temps au Mali.

Et quatrièmement il s'agit aussi de formation, il s'agit aussi d'aide humanitaire, il s'agit également d'une action inscrite dans la durée. L'Allemagne sera ici un partenaire fiable dans la durée. Parce que si l'on regarde la formation de l'armée malienne, cela prendra une certaine durée pour que cette armée malienne puisse défendre la sécurité de son propre pays. Et puis il faut également voir la responsabilité commune.

Nous sommes engagés au sein de l'OTAN, au sein de la politique européenne de défense et de sécurité, l'Allemagne est présente au Kosovo, l'Allemagne est encore plus présente en Afghanistan, donc de même que la France se sent coresponsable de l'évolution dans les Balkans, alors qu'il y a moins de soldats français que de soldats allemands, là, la France a plus de soldats en Centrafrique, mais nous éprouvons la même responsabilité pour le succès de la mission militaire et politique, et dans ce domaine nous avons une excellente coopération.

QUESTION :

Il y a encore des divergences de vue sur la taxe sur les transactions financières dont vous souhaitez un accord avant les élections européennes ? Est-ce qu'on va vers une mise en œuvre progressive de cette taxe, c'est-à-dire tant qu'il n'y aura pas d'accord entre vous deux sur quel produit elle doit s'adresser ? Monsieur le président vous avez dit aux Etats-Unis que la confiance avait été restaurée sur le dossier de la NSA, je voulais savoir si madame la Chancelière vous aviez retrouvé la confiance aussi avec les Etats-Unis ? Et juste une dernière question, vous êtes tous les

deux actionnaires d'une grande entreprise de télécom, DEUTSCH TELEKOM

LE PRESIDENT :

Pas personnellement

QUESTION :

L'Etat. Madame la Chancelière vous appelez à créer un groupe européen de communications, est-ce que ce n'est pas justement l'occasion pour vous deux de créer l'Airbus dont vous avez parlé ?

LE PRESIDENT :

Sur la taxe sur les transactions financières, nous sommes dans une coopération renforcée. Et c'est l'Allemagne et la France, notamment, qui en ont pris l'initiative. Nous avons convenu aujourd'hui de mettre en place cette taxe d'ici les élections européennes. Et par rapport aux produits dérivés nous avons la même approche. Après est-ce que cette taxe doit être appliquée graduellement ? Les ministres en décideront.

Le principe c'est qu'elle soit appliquée, parce que si on recherche le produit parfait, j'en connais qui iront très loin dans le détail pour que jamais il y ait la taxe sur les transactions financières. Donc je préfère une taxe encore imparfaite que pas de taxe du tout. Le purisme peut être aussi une façon d'éviter un moment d'appliquer, purement et simplement. Voilà la position sur la taxe sur les transactions financières.

Sur le rapprochement des entreprises de télécommunications, très franchement nous n'en avons pas parlé et quand j'avais évoqué ce qui avait été l'histoire d'Airbus sur l'aéronautique et que nous devons regarder l'avenir, c'était et c'est encore essentiellement sur la transition énergétique que nous devons rapprocher tout ce qui existe et c'est ce que nous avons fait aujourd'hui.

Il y a une autre question qui a été, et qui peut être liée à la vôtre, qui a été traitée au cours de cette réunion des deux gouvernements, c'est le numérique. La Chancelière avait pris des positions qui étaient d'ailleurs voisines des nôtres, il y a quelques jours, pour que nous donnions toute l'ampleur nécessaire à l'investissement dans le numérique à l'échelle de l'Europe et que nous puissions créer des ensembles qui puissent être capables d'être leader pour être compétitifs.

C'est ce que nous essayons de faire dans chacun de nos pays et en ayant un marché du numérique avec une question que nous avons aussi à régler, que nous avons évoquée aujourd'hui qui est la protection des données personnelles. Voilà sur ce sujet.

Sur l'énergie j'y reviens aussi parce que nous avons la volonté d'être innovants en ces matières. Et l'expérience de l'Allemagne en matière de renouvelable peut nous être utile, et nous avons aussi l'enjeu du stockage de l'énergie.

Angela MERKEL :

Merci. Je voudrais également dire un mot sur la taxe sur les transactions financières. Pour la première fois nous avons, les ministres des Finances ont envisagé une mesure concrète d'ici l'élection européenne. Ce n'est pas rien. Il faut d'abord mettre en route la coopération renforcée pour la taxe sur les transactions financières, parce qu'à partir du moment où quelque chose bouge, certains pays pourraient peut-être perdre leur réticence. Et cela permettrait peut-être d'aller encore plus loin. Et c'est pourquoi je me réjouis que ces travaux avancent à un rythme soutenu.

Ensuite, en ce qui concerne la coopération des services de renseignement, nous avons décidé de donner le bon exemple et dans notre communiqué vous verrez que le responsable du gouvernement fédéral, le secrétaire d'Etat FRISCH pour les services de renseignements va coopérer avec son homologue français pour exploiter les possibilités de coopération dans ce domaine. Et la France et l'Allemagne pourraient donner un bon exemple de la façon dont on peut coopérer par-delà les frontières dans ce domaine, parce que les Européen ne sont pas forcément le meilleur exemple. Si la coopération n'est pas très bonne entre nous, de quel droit le demanderions nous à d'autres ?

Pour ce qui est de l'agenda numérique en général, de la protection des données, du numérique en général, il y a beaucoup de retard à rattraper et nous travaillons au règlement sur la protection

des données, c'est difficile en Europe, nous essayons d'obtenir rapidement un résultat ambitieux, et puis sinon nous avons beaucoup de pain sur la planche en Europe, c'est cette Europe du XXème siècle, c'est d'avoir la capacité industrielle et économique de ne pas être largués sur les marchés internationaux. C'est la production des puces, le développement des logiciels, c'est le développement des réseaux numériques et voilà pourquoi le numérique joue un rôle croissant dans notre coopération et les conditions cadres européennes doivent être propices à l'investissement.

Ce qui inquiète toutes nos grandes entreprises aussi bien en France qu'en Allemagne c'est que la possibilité de rentabiliser des investissements d'avenir est déterminé par le cadre concurrentiel. Ce n'est pas aussi favorable en Europe que dans d'autres régions du monde. Il faut que les solutions soient conviviales mais il faut que l'investissement soit rendu possible. Il y a beaucoup de questions à examiner et là la France et l'Allemagne ont des positions tout à fait concordantes.

QUESTION :

Nous sommes à un peu plus de trois mois des élections européennes, vous êtes tous les deux les représentants de ce qu'on a coutume d'appeler le couple franco-allemand, le moteur franco-allemand, on voit monter les populismes, l'euro-scepticisme, quel est le message que vous avez envie de donner aux peuples européens pour que le nouveau parlement ne soit pas un parlement anti-européen ? Merci.

LE PRESIDENT :

Notre responsabilité, elle est historique. Nous sommes deux pays fondateurs de l'Europe. Deux pays sans lesquels l'Europe n'aurait même pas pu se concevoir. Nous sommes aussi des symboles de l'Europe. Deux pays qui se sont affrontés tragiquement tout au long de la première partie du XXème siècle et qui ont été capables dans la seconde partie du XXème siècle de faire une union exceptionnelle. L'Europe elle doit d'abord regarder son histoire si elle veut poser les conditions de son destin.

Ensuite il y a le présent. Il y a une question que nous devons regarder en face, c'est la question de notre identité. Chaque peuple est traversé par cette interrogation. Que peut-il être dans la mondialisation ? Quelle est sa place ? Quel est son avenir ? Et la réponse c'est qu'il n'y a pas d'avenir sans l'ouverture, sans la compréhension du monde et qu'un pays comme la France - mais c'est vrai de l'Allemagne, encore plus vrai d'une Allemagne qui a fait sa réunification -, que notre avenir doit être celui d'un continent capable de porter des valeurs.

Si nous nous replions sur nous-mêmes, sur nos égoïsmes, sur nos peurs, si nous pensons qu'il n'y a plus d'avenir possible en Europe et même dans le monde, alors c'est le retour à tout ce que nous avons pu connaître - non pas la barbarie passée, mais les risques de l'affrontement et de la division.

Est-ce que ça doit nous empêcher de traiter les questions immédiates qui sont celles du chômage, des inégalités, des reconversions économiques ? Non ! C'est là qu'on attend l'Europe ! L'Europe, elle doit être une Europe de croissance, une Europe qui peut être à son niveau. Je rappelle que l'Europe, c'est la première puissance économique du monde ! Donc nous devons préparer ensemble l'avenir. Nous venons d'en parler de l'avenir, de la croissance, de la transition énergétique, de la compétitivité, des nouvelles industries, du numérique. Voilà ce que nous avons à faire ! Pas simplement à régler un marché.

Tout à l'heure, Angela MERKEL parlait des industries électro-intensives. Cela peut paraître secondaire mais c'est majeur si nous voulons avoir notre indépendance également énergétique, industrielle, si nous voulons être encore de grands pays avec des possibilités de développement. Donc nous devons maîtriser également la question énergétique et c'est ce que nous devons expliquer à nos concitoyens.

Ceux qui pensent que sans l'euro, ça irait mieux ? Mais sans l'euro, ce serait aujourd'hui non seulement l'affrontement commercial il existe, la compétition elle existe, mais ce serait une suite de dévaluations. Et où en serait l'Europe s'il n'y avait pas eu cette solidarité de l'euro ? Nous aurions encore une crise financière qui se poursuivrait.

Donc, j'assume le débat qui va s'ouvrir mais pas en m'excusant, en faisant en sorte que je

puisse, avec ceux qui ont une responsabilité au niveau européen et notamment nos amis allemands, être au rendez-vous. Et être au rendez-vous, c'est pouvoir offrir une perspective à l'Europe et donc à la France.

Angela MERKEL :

Au début, j'avais fait une référence à l'histoire. Cent ans, ce n'est pas très long et à l'époque, nul n'aurait imaginé que ce « vivre ensemble » en Europe soit aujourd'hui possible. C'est une chance extraordinaire. On parle souvent de ce qui fait nos divergences, de ce sur quoi on se querelle et nous avons vécu ces interminables Conseils pour arriver à un communiqué. Beaucoup de gens vont se demander : mais, grand dieu, que font-ils là-bas ? Nous-mêmes, nous nous demandons pourquoi ça n'avance pas plus vite parfois.

Mais si, finalement, nous songeons aux points sur lesquels nous ne nous disputons jamais en Europe, c'est la liberté de voyager, la liberté d'opinion, la liberté de la presse, toutes les libertés démocratiques fondamentales ! Et si vous regardez dans le monde combien il y a de régions, combien il y a de pays où ces droits sont garantis pour tous, eh bien nous pouvons, nous, être fiers des cinq cents millions d'hommes et de femmes.

Les plus anciens peuvent nous raconter ce que c'était que d'aller de France en Allemagne ou d'Allemagne en France. Aujourd'hui, la question ne se pose même pas ! Un étudiant fait des études dans deux, dans trois pays. Nous voulons maintenant éteindre, étendre cela à ceux qui font une formation professionnelle. Cela va devenir une réalité concrète ! On va pouvoir construire sa vie là où on a envie de la construire.

L'Allemagne est un grand pays. La France est un grand pays. Mais tous ensemble dans l'Union européenne, nous réunissons 7 % de la population mondiale ! Alors nous pensons avoir toujours raison en matière de droits de l'homme, d'économie sociale de marché. Bien, que pensez-vous que les Allemands et les Français peuvent faire à eux seuls avec 1 % de la population mondiale ? Il faut à chaque fois en convaincre cinquante autres qu'ils sont de votre avis.

Si nous voulons être forts, il faut que nous soyons unis dans ce que nous voulons pour la protection du climat, pour les droits de l'homme, pour la politique de développement, pour la justice, pour les questions migratoires, pour tout ce qui nous anime chaque jour.

Enfin une troisième chose mais c'est quelque chose que je peux comprendre et François HOLLANDE l'a dit aussi, nous en parlons souvent, les hommes et les femmes veulent que l'Europe s'occupe de ce dont nous venons de parler.

Parfois, les critiques sont fondées lorsqu'on dit que l'Europe met des bâtons dans les roues. Ce sont parfois des décisions des chefs d'État et de gouvernement, ce sont parfois des décisions de la Commission. Je ne voudrais clouer personne au pilori mais, de la même façon qu'on critique la politique nationale, il ne faut pas qu'une critique d'une mesure européenne devienne une critique générale contre l'Europe.

Certes, il faut améliorer l'Europe, il faut réduire la bureaucratie, il faut rapprocher l'Europe des citoyens et il faut écouter les hommes et les femmes de nos pays qui nous disent : « Eh ben voilà, ceci ou cela ne marche pas bien. » Mais dans cet esprit, nous allons aborder positivement l'élection européenne.

LE PRESIDENT :

Merci.